

Des organisations américaines demandent à Biden de lever les sanctions contre Cuba

Image not found or type unknown

Washington, 10 septembre (RHC) Plus d'une quarantaine d'organisations de défense des droits humains ont demandé au président des États-Unis, Joe Biden, de changer d'urgence la politique de sanctions unilatérales contre des pays comme Cuba.

L'administration actuelle s'est écartée d'une promesse de campagne, au lieu de promouvoir la normalisation des relations avec le pays des Caraïbes, renforce l'embargo (blocus) et impose de nouvelles restrictions de 'pression maximale', indique la lettre publiée sur le compte Twitter de l'ambassadrice de l'île à Washington, Lianys Torres.

Dans le texte, ils rappellent que des experts de l'ONU ont appelé des nations, comme les États-Unis, à éliminer les mesures coercitives unilatérales pour favoriser le développement social et économique de milliers de personnes dans le monde, ainsi qu'une confrontation effective à la pandémie de Covid-19.

L'une des suggestions faites par la société civile américaine à son gouvernement est de délivrer une licence temporaire globale permettant l'envoi de l'aide nécessaire pour faire face à la crise sanitaire, pour ce faire, ils demandent également l'autorisation pour que les institutions financières puissent effectuer les transactions requises.

La lettre, qui concerne également des pays tels que le Venezuela et la République populaire démocratique de Corée, s'adresse à Biden, au secrétaire d'État Antony Blinken, à la secrétaire au Trésor Janet Yellen et à l'ambassadrice des États-Unis auprès des Nations unies, Linda Thomas-Greenfield.

Dans le cas de Cuba, ce message arrive alors que l'administration actuelle insiste sur une politique agressive à l'égard de l'île et sur le maintien du blocus économique, commercial et financier imposé il y a 60 ans, malgré la promesse électorale de renverser cette stratégie.

Cette semaine, le chef de la Maison-Blanche a prolongé d'un an l'application à Cuba de la Loi de 1917 sur le commerce avec l'ennemi, l'un des statuts qui donne un support légal aux sanctions contre la plus grande des Antilles.

En plus du siège unilatéral, Biden maintient les 243 restrictions imposées par l'ancien président, Donald Trump (2017-2021).

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/269843-des-organisations-americaines-demandent-a-biden-de-lever-les-sanctions-contre-cuba>



Radio Habana Cuba